

« Ce chèque en blanc que le général de Gaulle avait reçu du Parlement il y a quatre mois vient de lui être renouvelé dans des conditions que lui-même sans doute n'espérait pas. Ce que traduit avant tout cette prise de position massive de tout un peuple, c'est la désaffection pour un système politique dont les engrenages tournaient à vide, quand ils ne se bloquaient pas complètement. La volonté de changement était si forte, si profonde, que malgré les tentations d'un radieux soleil d'automne, elle a fait reprendre le chemin des bureaux de vote à beaucoup de Français qui s'en étaient depuis longtemps écartés et ramené à l'unisson une fraction non négligeable de l'électorat communiste. La légitimité du nouveau pouvoir est ainsi fondée avec éclat, et l'étendue de ce pouvoir n'a provisoirement d'autre limite que la sagesse d'un homme.

Pouvoir illimité et cependant précaire. Même si, au fond de son cœur, le général de Gaulle ne trouve pas la mariée trop belle, il ne peut ignorer ni l'ambiguïté d'un scrutin simplifié à l'extrême, ni le poids écrasant des responsabilités qui pèsent désormais sur lui, ni la versatilité de ses compatriotes. Les expériences de 1945-1946 lui ont appris que les élections législatives ne sont pas toujours aussi brillantes que le référendum qui les a immédiatement précédées. L'expérience du RPF, a dû lui apprendre ce que valent le désintéressement et la fidélité de thuriféraires empressés. Il sait enfin que ce peuple trop heureux en temps de crise de se décharger de toutes les responsabilités sur l'homme qui les sollicite, reste passionnément attaché aux lois non écrites de la liberté et de la dignité humaine. Que la guerre d'Algérie se prolonge, que cette liberté et cette dignité soient de plus en plus compromises, que les charges économiques et financières aillent s'alourdissant, sans que se poursuive une expansion qu'il faut bien mettre au crédit du régime défunt, et le pendule une fois de plus inverserait violemment la course.

En signant le chèque, les Français dont les vœux restent largement contradictoires (les 95 % d'Alger auraient-ils le même sens que les 77 % de Paris ?) ont affirmé leur confiance et leur espoir. Mais il n'y a pas, il n'y aura pas de miracle. »

Éditorial de Sirius (pseudonyme d'Hubert Beuve-Méry, fondateur et directeur du journal), dans *Le Monde* daté du 30 septembre 1958 annonçant la victoire du « oui » à l'issue du référendum constitutionnel du 28 septembre.